

Compte rendu des débats qui ont suivi l'exposé de M. BUSINO :

« APPORTS DE L'HISTOIRE A LA SOCIOLOGIE ».

- M. DELCROIX : remercie le conférencier pour ses propos qui sont de nature à rassurer les historiens.
- M^{lle} VAN ROELEN : Si les sociologues ont besoin de l'histoire, comment se fait-il que dans beaucoup de facultés de sociologie, l'étude de l'histoire commence vers 1890 ?
- M. BUSINO : A la Faculté de sociologie de Lausanne, l'histoire est une discipline maîtresse, enseignée par quatre professeurs. Ce n'est pas tant la connaissance de l'histoire qui est importante pour le sociologue que celle de la méthodologie historique.
- M. DELCROIX : Que pense le conférencier de l'introduction de cours de sociologie dans l'enseignement secondaire ?
- M. BUSINO : Les sociologues suisses refusent l'entrée dans le secondaire à la sociologie et à l'économie. Les sciences sociales doivent y pénétrer par l'enseignement de l'histoire qui habitue à voir les problèmes de manière globale, à rechercher les informations, à les sélectionner, à les analyser. Or, l'étude de l'histoire est critiquée par les milieux économiques. Un renouvellement complet de l'enseignement de l'histoire pourrait supprimer toutes les discussions. Cela résoudrait le problème de l'instruction civique. L'enfant serait habitué à voir les normes dans une perspective de changement et non fixées comme dans le cours d'instruction civique.
- M. DELCROIX : L'histoire est bien placée pour assurer l'instruction civique.
- M. LOTHE s'étonne de la présence à Lausanne de quatre professeurs d'histoire qui enseignent la méthodologie historique. Ce travail comporte-t-il l'acquisition d'une vision d'ensemble des époques historiques ?

En outre, en refusant l'introduction des sciences sociales dans le secondaire, c'est considérer celui-ci comme un enseignement préparant seulement à l'Université. Mais il y a des élèves qui ne poursuivent pas leurs études au-delà du secondaire et à ceux-ci une « tonalité » sociale devrait être donnée.

De plus, le conférencier estime-t-il que la sociologie est trop scientifique, trop technique pour l'introduire dans le secondaire ?

M. BUSINO : Aucun de ses collègues n'enseigne véritablement la méthodologie historique, mais chacun s'occupe d'un domaine particulier, par exemple d'histoire locale, sociale (exemples : étude de l'exploitation du fer dans la région vaudoise, histoire de la classe ouvrière dans cette même région). Lors de ces études, l'approche méthodologique prime. S'il y a des cours d'histoire à la Faculté de Sociologie, c'est pour inculquer le sens du relatif aux sociologues, éviter qu'ils soient « malades d'absolu ».

Le secondaire ne doit pas s'ouvrir aux Sciences sociales, sciences très techniques à l'Université. Cela serait dangereux.

En Suisse, le problème du chômage des jeunes est surtout grave lorsqu'il y a eu une formation assez spécialisée. Il faut reconverter ces jeunes. Il n'y a pas de problème de reconversion pour les élèves de l'enseignement général.

M^{me} JOZIC : doute de l'intérêt pour les étudiants en sociologie de ces monographies historiques (par exemple l'étude de l'exploitation du fer). Qu'en pensent les étudiants ?

M. BUSINO : Les étudiants de première année s'élèvent contre les cours d'histoire qu'ils considèrent comme inutiles. Il y a eu des mouvements de grève. Les professeurs luttent contre cette attitude. En deuxième année, ils changent, ils apprécient cette mentalité historique.

L'apprentissage historique est essentiel, on ne peut faire de sociologie sans apprentissage historique, c'est l'opinion de M. Busino, mais il sait que certains sociologues contestent cette opinion.

Compte rendu des débats qui ont suivi l'exposé de M. MANDROUX :

« APPORTS DE LA SOCIOLOGIE A L'HISTOIRE ».

M. DEVLEESHOUWER : demande au conférencier si, comme il l'a exposé, le fait que la querelle entre le curé et le village ait donné du tonus au village se rattache à une philosophie.

M. MANDROUX : La démonstration du professeur canadien Touchard reposait sur quelques postulats. Il a cherché si ce que disait Marx à propos du féodalisme pouvait s'appliquer à son village et s'il y avait autre chose. Pendant les quarante ans où le curé a été là, il y a eu combat autour des pratiques religieuses.

M^{lle} VAN ROELEN : S'il y a, entre historiens et sociologues, des difficultés à se rejoindre par préjugé antimarxiste, pourquoi les sociologues antimarxistes et les historiens antimarxistes ne se retrouvent-ils pas ?

- M. MANDROUX : Le milieu des sociologues français n'est pas monolithique. Les historiens forment un milieu non homogène. Il n'y a pas d'école historique française. Et depuis 1968, les opinions sont forcenées. Il y a les bons : les néopositivistes et les mauvais, c'est-à-dire ceux qui cherchent à élargir le champ de l'histoire, complices du communisme. Ils sont suspects. Le renouvellement de l'histoire par la sociologie ne concerne qu'une minorité d'historiens français, et cette minorité s'amenuise. Pour faire carrière, il faut porter le drapeau que l'on sait !
- M. DUGNOILLE : Depuis le début du siècle, une nouvelle orientation est donnée à l'histoire. Sont-ce les résultats d'apports de la sociologie ?
- M. MANDROUX : L'histoire économique est le fruit de l'influence de F. Simiand et de ses disciples. Pour le reste, oui.
- M. LOTHE : Il y a aussi une explication d'ordre social, due à l'évolution de la démocratie. Des problèmes sociaux et économiques sont agités dans le peuple. Les syndicats jouent un rôle.
- M. SOBOUL : C'est évident. Jaurès a vu dans la Révolution française autre chose qu'un phénomène politique. Pourquoi ? A cause de sa carrière politique.
- M. MANDROUX : Entre l'évolution des structures sociales, économiques et culturelles et le mouvement scientifique, il y a une corrélation complexe qui se fait par des intermédiaires non élucidés jusqu'à maintenant. Aujourd'hui, il y a une pression énorme des milieux industriels. Exemple : à Compiègne, une Université technologique a été créée, où le conseil d'administration est composé d'industriels. Cela ne s'exprimait pas de la même façon dans l'entre-deux-guerres.
- La société bourgeoise, qu'est-ce que c'est ? Il faudrait le réaliser si on veut progresser dans les sciences humaines.
- M. SOBOUL : Il y a des bourgeoisies, mais il y a un concept de bourgeoisie. Il est difficile de s'élever à un concept général.
- M^{lle} VAN ROELEN : Une formation en histoire quantitative est-elle nécessaire à la formation de l'historien ?
- M. MANDROUX : L'histoire quantitative est nécessaire lorsqu'il y a le matériel nécessaire. Elle n'est pas possible lorsque les documents ne s'y prêtent pas. Qu'est-ce que l'histoire quantitative ? Il y a construction de modèles et analyse sociale à partir de ces modèles, ce qui suppose une formation mathématique poussée. L'histoire quantitative n'est pas une simple opération de comptage. Il n'y a pas d'anathème contre ceux qui n'ont pas les moyens de compter. On peut faire de l'histoire quantitative quand les documents

le permettent. Il faut souvegarder une démarche historique globale qui fasse appel au quantitatif quand c'est possible, aux autres explications traditionnelles aussi.

M. LOTHE : Que pense M. MANDROUX de l'introduction de la sociologie dans l'enseignement secondaire ?

M. MANDROUX : En France, l'enseignement de l'histoire et de la géographie forme un bloc, bien qu'il y ait deux agrégations différentes. De plus, les professeurs d'histoire et de géographie assurent les cours d'Instruction civique dans les Lycées. Les projets de réforme diminuent la place réservée à l'histoire et à la géographie dans les programmes.

Une nouvelle section, la Section B a été créée où les Sciences économiques et sociales dominent, avec beaucoup de démographie (8 heures par semaine), du droit, une initiation aux mécanismes socio-économiques. Personne ne pouvait assurer cet enseignement. On l'a confié aux historiens. Un C.A.P.E.S. a été créé en Sciences économiques et sociales pour la Section B. Il puise ses candidats parmi les spécialistes en Sciences économiques, en Sciences juridiques, parmi les historiens, les sociologues.

Les chefs d'établissement réclament car les professeurs sont mal formés et ils demandent des historiens.

Dans certaines Universités, une préparation à ce C.A.P.E.S. est assurée. M. Mandroux se déclare hostile à la création de cette section. Selon lui, l'enseignement Histoire - Géographie - Instruction civique suffit pour assurer l'initiation aux mécanismes du monde contemporain. Autre erreur : l'horaire de ce bloc est réduit dans certaines sections par exemple dans les sections techniques.

M. DELCROIX : Les historiens semblent mieux à leur place que d'autres pour enseigner dans cette section B. L'Université se préoccupe-t-elle de leur formation dans ce sens ?

M. MANDROUX : déclare que l'historien bien formé peut assurer l'enseignement dans cette section mais qu'il n'est pas favorable au maintien de cette section.

M. DELCROIX : Les professeurs d'Université devraient penser à la formation des maîtres chargés de cours dans les sections Sciences humaines ou dans l'option socio-économique de l'enseignement renoué.

M^{me} COLLIN : Il y a deux histoires politiques : l'ancienne, l'événementielle, et l'histoire politique actuelle qu'il ne faut pas expulser.

- M. MANDROUX : On fait de l'histoire pour comprendre le monde dans lequel on vit, et éventuellement pour le changer ; ce qui suppose une option politique qui ne peut se prendre que s'il y a eu une bonne formation dans ce sens. Donc une formation politique est nécessaire.

Compte rendu des débats qui ont suivi l'exposé de M. SALMON :

« VALEUR HISTORIQUE DES TRADITIONS ORALES ».

- M. MAHIEU : Peut-on appliquer les méthodes décrites aux peuples anciens ?
- M. SALMON : Leur application pour les peuples de l'Antiquité amène à de l'hyper-criticisme.
- M. REVELARD : Peut-on utiliser des témoignages oraux sur les conditions de vie ?
- M. SALMON : Le centre d'ethnologie européenne s'occupe de la tradition orale des feux de Carême. Il faut faire vite car les témoins disparaissent.
- M. REVELARD : Il y a négligence de la part de l'historien lorsqu'il ne prend pas le folklore en considération.
- M. SOBOUL : L'enseignement historique peut s'enrichir au contact d'une discipline sœur : l'ethnographie. Il y a le problème de l'utilisation du folklore par l'historien. Il est intéressant de faire la collecte des traditions orales. Un exemple : il y a persistance dans la tradition orale du culte des Saintes tricolores (Des bretonnes, avaient été tuées par des Vendéens. On les a vues monter au ciel avec des ailes tricolores). Cela constitue un élément de comparaison avec d'autres événements révolutionnaires.
- M. DEVLEESHOUSER : Notre formation nous force à recueillir le dialogue de l'homme avec les structures. La sociologie a tendance à faire disparaître ce dialogue et porte son attention aux structures.
- M. SALMON : Les sources écrites concernant les pays anciennement colonisés sont le fait d'étrangers au pays qui ne se sont pas rendus compte de l'incidence de leur venue tandis qu'à travers les traditions orales des autochtones, on peut avoir une vue plus globale des événements et ainsi faire la critique de la tradition écrite.
- M^{lle} LEFEVRE : Les récits concernant la deuxième guerre mondiale, comment les consigner ?

M. SALMON : Il existe des questionnaires relatifs aux traditions qui peuvent disparaître, notamment à l'U.L.B.

M^{me} MORELLI : On pourrait recueillir les traditions orales par enregistrement.

M. SALMON : Certainement, avec, en plus, le carnet de notes.

M. BUSINO : Un guide existe pour l'étude de ces problèmes : M. MAGET, *Guide à l'étude des comportements culturels*.

M. SOBOUL : Cela ne vaut rien : M. Maget est un sociologue à l'esprit confus.

M. BUSINO : Je ne suis pas d'accord.

M. SOBOUL : Il n'y a pas de questionnaire type. Le questionnaire doit être adapté à une région précise, à un sujet précis. On ne peut donner une valeur universelle à un questionnaire type.

M. MANDROUX : Certains travaux peuvent donner des indications aux historiens. Il y a une typologie valable pour l'Afrique qui serait à transposer pour la France et son folklore. Les chercheurs doivent être passifs, ne peuvent déformer, traduire. Il faut que la cueillette des informations soit datée.

En France, il y a une littérature de colportage (récits de chevalerie, contes...) qui est conservée, étudiée.

On peut parfois travailler sur du matériel folklorique important, par exemple au Québec, grâce au maintien de la veillée. Les folkloristes disposent, là-bas, de kilomètres de contes, chants sur bandes d'enregistrement : c'est précieux.

Quant au problème du témoignage oral sur l'histoire contemporaine, une enquête a été réalisée sur les instituteurs de la 3^e République : J. OZOUF, *Nous, les instituteurs*. Ozouf a étudié un matériel documentaire énorme qui permet d'analyser le recrutement, les méthodes d'enseignement... Il a eu l'idée d'interroger de vieux instituteurs.

M. SOBOUL : Pour l'histoire de la Résistance, la méthode des témoignages a été utilisée en France. Mais ils sont souvent sujet à caution ; il y a les difficultés d'interprétation.

M. LABE : J'ai interrogé un paysan vendéen, il y a trois ans et ai fait part de cette interview à mes élèves. Plusieurs d'entre eux ont contacté des personnes âgées et ont recueilli des témoignages intéressants.

M. MONJOIE : Les traditions orales font partie intégrante du milieu humain. Cela peut constituer un facteur important pour l'enseignement de l'histoire qui est maintenant basé sur l'étude du milieu.

- M. DELCROIX : Les enquêtes ne peuvent être menées par des enfants aussi jeunes.
- M. MONJOIE : Peut-être comme motivation ?
- M. DELCROIX : Oui, les grands récoltent, le professeur retransmet.
- M. SALMON : Il faut retirer certaines idées de l'esprit des enfants, par exemple que l'histoire commence avec l'écriture.
- M^{lle} VAN ROELEN : La télévision peut recueillir ces informations.
- M. SALMON : Il y a eu une émission sur les « macralles ».
- M^{me} COLLIN : On ne peut utiliser toutes les méthodes.
- M. BRUNEEL : Lors d'enquêtes menées par le groupe « Etude du Milieu », c'est possible.
- M. REVELARD : Les jeunes élèves sont sensibles à la technique du journalisme. L'enquête est un jeu, une motivation excellente pour recueillir les informations, pour montrer aux élèves la complexité du travail de l'historien.
- M^{me} GAIER : Il est inutile de refaire ce qui a été fait, notamment par le Musée de la Vie wallonne.

Compte rendu du débat qui a suivi l'exposé de M. DEVLEESHOUWER :

- M^{me} MORELLI : La vulgarisation n'est-elle pas nécessaire pour intéresser le public ? De bonnes émissions de télévision existent.
- M. DEVLEESHOUWER : Il faut respecter son public. En tout être humain, il y a des attitudes potentielles, des attitudes critiques qu'on peut mobiliser. Il faut éviter la déformation.
- M^{lle} VAN ROELEN : Des cours d'histoire avaient été supprimés avant 1968 dans les facultés universitaires à l'U.L.B. On ne peut tout expliquer par 1968.
- M. DEVLEESHOUWER : La prise de conscience de 1968 a accéléré un processus. Et certains historiens, lors des discussions en Faculté, étaient consentants.
- M^{me} MORELLI : On a réformé les programmes d'histoire à l'Université, on a introduit la statistique, etc.
- M. DEVLEESHOUWER : Le rôle de l'histoire a été diminué. Dans les cours d'histoire, on a supprimé les notions inutiles.

- M^{me} AJZENBERG : Le conférencier présente les historiens comme des « refoulés sociaux », or, beaucoup participent à la vie sociale ou y ont participé, notamment pendant la dernière guerre.
- M. DEVLEESHOUWER : S'il parle ainsi, c'est par expérience, L'historien est en position de repli. Par rapport à la vie réelle, les principes qu'on essaie d'inculquer aux élèves n'ont rien à voir. En comparaison de la vie triviale de tous les jours des ouvriers, des paysans, des indépendants..., l'engagement social ou politique garde un air de sérénité.
- M. VAN LOUBEEK : La sociologie est-elle aussi menacée, méprisée que l'histoire ?
- M. DEVLEESHOUWER : Ne le croit pas. Car la sociologie de groupes, dans la mesure où elle ne donne pas aux groupes un contenu, est conforme. C'est un produit, un reflet de notre société. L'historien le plus modéré doit parfois franchir le pont d'une rupture dans la cohérence d'une société.
- M. VAN LOUBEEK : L'histoire est-elle une science fondamentale, et la sociologie, une science appliquée ?
- M. DEVLEESHOUWER : Oui. Les étudiants les plus contestataires en 1968, étaient en sociologie. La fonction de l'histoire est d'être stérile, la sociologie doit être fonctionnelle. Il y a de la petite histoire, il n'y a pas de mini-sociologie.
- M^{lle} HODEIGE : : Peut-on envisager des moyens pour rendre le public conscient du danger de ces pratiques ?
- M. MANDROUX : L'historien de profession en face de la petite histoire doit faire un effort pour assumer une partie de ce secteur pour que la petite histoire soit concurrencée par une autre histoire à laquelle nous pourrions donner notre aval.
- M. DEVLEESHOUWER : Les gens restent bloqués à ce niveau-là.
- M^{lle} HODEIGE : Comment combattre les dangers de cette société technocratique, comment rendre le public conscient de la façon dont il est manipulé ?
- M. DEVLEESHOUWER : Chacun doit mener son combat. Nous devons nous rendre compte que nous vivons dans deux types de société :
 — une macrosociété où nous ne pouvons rien comme individus ;
 — une microsociété où nous pouvons nous battre, agir comme si nous avions le libre arbitre.
- M. LOTHE : L'histoire est-elle si peu intégrable ? Elle a souvent été intégrée, dans tous les systèmes politiques.

- M. DEVLEESHOUWER : Les formes nouvelles de l'histoire sont la forme la plus parfaite d'intégration qu'on puisse imaginer.
- M^{me} DE KEYSER : Nous pouvons faire déceler par les élèves les erreurs historiques lors des émissions de télévision, dans la presse. Cela servirait à développer l'esprit critique des élèves.
- M^{me} JOZIC : Dans les cours d'histoire, les textes ne sont pas une fin en soi, nous débouchons sur le récit en amenant les élèves à dégager les éléments des textes. De plus, le texte sert de base de discussion. En outre, dans l'enseignement primaire, les instituteurs sont confrontés avec des problèmes de rénovation dans toutes les branches et non seulement en histoire, ce qui explique leurs difficultés à élaborer des cours valables.
- M. DEVLEESHOUWER : Il y a d'énormes difficultés dans les écoles normales. Les instituteurs manquent de temps. Il faut regrouper les écoles primaires.
- M. BRUNEEL : Il faut permettre aux enfants de penser par eux-mêmes. Les nouvelles méthodes s'y emploient.
- M. MONJOIE : Il y a un fossé entre le primaire et le secondaire.
- M. DELCROIX : Les programmes du primaire sont en cours de révision et des liens sont noués avec le secondaire. Il y a aussi une relation entre le secondaire et l'Université. En candidature, une information plus large serait souhaitable. En licence, la spécialisation pourrait trouver sa place. Un Institut supérieur de pédagogie pourrait être intégré à l'Université. Une année de perfectionnement pourrait être organisée pour les licenciés en cours et pour le recyclage des autres (information-méthodologie).
- M. DEVLEESHOUWER : est d'accord. En licence, il y a hypersensibilisation : on traite d'un petit aspect d'un sujet sans le mettre en rapport avec l'ensemble.
- M. REVELARD : Les régents ont les mêmes problèmes que les instituteurs : il y a rénovation pour les cours d'histoire, mais aussi de français.
- M^{me} NIHANT : Pourquoi former des licenciés en histoire qui ne pourraient plus donner cours que dans le dernier degré, puisque les deux autres degrés seraient réservés aux régents ?
- M. DELCROIX : Quel débouché y aura-t-il pour les licenciés en histoire ? La recherche ?
- M. DEVLEESHOUWER : Il y a une proposition de la Fondation Industrie-Université : une école historique pour former les rares archivistes au service de la société !

M^{me} FAITE : Quelle critique le conférencier a-t-il à formuler contre l'analyse de textes ? Ceux-ci sont une base de départ, non l'occasion d'un vain bavardage.

M. DEVLEESHOUWER : Certains ne s'en tiendront qu'à cela.

M^{me} FAITE : L'analyse de textes est très formative, puisque les élèves la font eux-mêmes.

M. DEVLEESHOUWER : J'éprouve des craintes en raison de la suite.

M. DELCROIX : Les méthodes doivent être variées.

M^{me} AJZENBERG : Faut-il se laisser « enterrer » sans rien faire ?

M. MANDROUX : L'Université en France forme 20.000 licenciés, le secondaire en absorbe 7.000 par an.

Nous sommes pris dans le système : on veut vider les universités au profit des grandes écoles, vider les Lettres au profit des Techniques.

Est-il raisonnable de diminuer la part de l'histoire dans les Sciences politiques ? La formation historique est nécessaire à l'homme politique. Cela lui éviterait des erreurs. Nous ne pouvons nous avouer battus définitivement.

M. SOBOUL : L'histoire est une culture, elle est nécessaire pour former l'intelligence critique. Il faut lui garder sa spécificité, ne pas la mélanger avec d'autres disciplines pour la sauver. Autrement, nous sommes battus d'avance.

Compte rendu des débats qui ont suivi l'exposé de M. SOBOUL : « QUELQUES REFLEXIONS SUR L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE »

M. MONJOIE : Quelle est la place de la méthode historique dans l'enseignement secondaire ?

M. SOBOUL : On peut consacrer une leçon au travail de recherche pour initier les élèves à une certaine méthode, par exemple prendre un recueil de témoignages et montrer la critique des documents. Il faut varier les méthodes pour renouveler l'intérêt des élèves.

M. MONJOIE : Il ne faut pas travailler systématiquement à partir de documents ?

M. SOBOUL : Non, il faut varier les méthodes.

M. DELCROIX : Depuis 1948, la méthode inductive est employée dans l'enseignement. On travaille à partir de cartes, documents iconographiques, textes...

- M^{me} MAES : A l'impression que l'enseignement de l'histoire dans le secondaire a un rôle mineur. Dans le rénové, le but est de faire de l'histoire un cours de formation. Selon M. Soboul, l'histoire ne tend pas à former les élèves, ne doit pas donner l'occasion de faire des recherches, ne doit pas exercer l'esprit critique.
- M. SOBOUL : Au cours de son exposé, il a entendu la salle réagir contre sa critique de pratiques qui lui semblent dangereuses. La culture historique est aussi formatrice que n'importe quelle autre. En rejetant certains procédés comme le récit, on appauvrit l'histoire. La réflexion critique doit être nourrie par quelque chose. La mémoire doit être réhabilitée. Les étudiants, à leur entrée à l'Université ne connaissent pas les faits, les dates...
- M. DEVLEESHOUSER : émet des doutes quant à la possibilité d'exercer l'esprit critique des élèves à partir de documents. Il faut connaître le contexte pour pouvoir critiquer, ne pas ignorer les faits. Or l'ignorance des faits donne aux élèves un droit souverain à réinterpréter l'histoire.
- M. BRUNEEL : Il faut distinguer l'enseignement français et l'enseignement belge. Il faut différencier les niveaux d'enseignement. M. Bruneel donne un rapide aperçu de la structure de l'enseignement rénové.
- M. GUILLAUME : réagit vivement devant le mot « récit » prononcé par M. Soboul. Selon celui-ci, la mémorisation serait la seule façon de faire rentrer quelque chose dans la tête.
- M. SOBOUL : proteste contre le mépris vis-à-vis de la mémoire.
- M. GUILLAUME : A l'entrée de l'Ecole Normale, les élèves qui viennent de l'enseignement traditionnel ne connaissent rien.
- M^{me} AJZENBERG : soulève le problème de la suppression du cours d'histoire dans l'enseignement secondaire. Il faudrait savoir si l'enseignement qu'on a donné jusqu'à présent n'est pas responsable de cette situation. Pour les universitaires non historiens, l'histoire n'est qu'un petit cours de mémoire, qui n'améliore pas les autres activités mentales, qui encombre la mémoire de choses inutiles ; donc, ils sont d'avis de supprimer l'histoire.
- Dans les écoles normales, les élèves qui viennent du secondaire ne connaissent rien, n'ont ni esprit critique, ni sens de l'analyse, de la synthèse.
- Pourquoi l'histoire ne pourrait-elle participer à la fabrication d'un homme meilleur, plus grand ?
- M. SOBOUL : ne dénie pas à l'histoire toute valeur formative mais se demande si c'est défendre l'histoire dans le secondaire que de recourir à des méthodes qui enlèvent toute spécificité à l'histoire. Il reproche aux intervenants de faire une caricature de l'histoire traditionnelle.

- M. MANDROUX : Entre historiens, on pourrait se mettre d'accord sur une définition de l'enseignement de l'histoire mais des contresens ont été faits sur notre discipline. L'objectif de l'enseignement est peut-être pour nous, enseignants, de former un homme meilleur. Mais le modèle éducatif que l'on veut nous imposer est différent. La société postindustrielle a besoin de producteurs qui soient des spécialistes et des analphabètes politiques. Un enseignement historique cohérent doit mettre en place des notions capitales des sociétés passées et présentes et former l'esprit critique. Nous avons une autre conception de notre métier que ne l'a la classe politique. Nous enseignons la relativité des institutions, nous expliquons que la société des hommes ne s'est pas tellement bien organisée.
- M. DEVLEESHOUWER : Les professeurs rénovent en faisant disparaître les liens entre les questions fondamentales.
- M^{me} COLLIN : La rénovation de l'histoire va dans le sens indiqué par M. Mandroux. On récupère au profit d'un certain nombre des méthodes dites démocratiques. Le rénové veut introduire les hommes dans la civilisation technique.
- M. GUILLAUME : Ce sont les réactionnaires qui attaquent le rénové.
- M. SCHANER : On ne désire pas employer des méthodes modernes pour récupérer des élèves et les intégrer dans une société technocratique. Il faut faire un homme plus responsable dans la société. Quant à l'acquis, qu'est-ce que c'est ?
- M. DELCROIX : Ceux qui travaillent avec nous en commissions savent dans quelle situation nous nous trouvons vis-à-vis des autres disciplines. Dans le dernier degré, l'histoire disparaît. Dans le 2^e degré, il est question de « Sciences humaines » et non plus d'histoire. Il faut se serrer les coudes car nous sommes menacés.

Compte rendu du débat qui a suivi l'exposé de M. MINON.

- M. DERUELLE : L'ouvrage de Nicole Delruelle n'est pas un ouvrage sociologique. Elle ignore toute perspective historique dans son travail.
- M^{me} MORELLI : Est-ce une caricature que de diviser les sociologues en deux groupes :
- ceux qui tentent d'intégrer l'individu dans la société ;
 - ceux qui tentent d'agir sur la société ?
- M. REVELARD : Comme sociologue, pensez-vous que l'histoire soit nécessaire à la formation de l'individu ?

- M. DELCROIX : La sociologie a-t-elle sa place dans l'enseignement secondaire ?
- M. VANDERMISSEN : L'histoire est-elle utile au sociologue ?
- M. SALMON : Les historiens peuvent devenir des spécialistes de la prospective ? Celle-ci est en dehors de l'histoire. A court terme, on peut saisir la tendance de l'évolution. A long terme, non. On ne peut prédire l'avenir, on peut insérer par l'histoire son expérience dans le réel.
- M. OUART : Les situations ne sont jamais semblables à ce qu'elles ont été. Quel est l'intérêt d'une pareille prospective ? Le manque de popularité des historiens est dû au fait qu'ils ne peuvent proposer des solutions ; or, ceci est impossible.
- M^{me} NIHANT : Comment l'historien peut-il devenir un futurologue ?
- M^{me} COLLIN : L'histoire n'est pas l'étude du singulier, de l'événementiel. Elle est l'étude des hommes dans les groupes.
- M. MINON : J'ai rappelé la vieille opposition entre événement et institution.
- M^{me} COLLIN : L'histoire est l'étude du général. Nous replaçons toute étude dans son contexte.
- M. MINON : En effet, l'étude historique porte sur une société. Il faut distinguer ce qui est du domaine de l'idéal et du travail concret. Il y a le travail de l'ensemble de la communauté des historiens et le travail de l'historien dans les communautés. Lorsque nous avons à prendre position vis-à-vis de ce qu'une discipline peut apporter, il faut voir tout ce que nous pouvons investir de notre vocation humaine dans l'approche de cette discipline. Le propre du travail sociologique est de définir de quelle façon des lois de structure d'un groupe déterminé peuvent se produire. Est-il possible de trouver des lois générales ?
- M^{me} COLLIN : Pourquoi serait-ce difficile pour l'historien et facile pour le sociologue ?
- M. MINON : Comment sommes-nous ce que nous sommes aujourd'hui ; voilà la question à laquelle doivent répondre les historiens.
- M. LOTHE : La synthèse ne fait-elle pas autre chose que se préoccuper du singulier ? Elle dépasse le singulier pour arriver à une cohérence générale.
- M. MINON : L'histoire prépare mieux à discerner ce qui va se passer dans le futur que d'autres disciplines.
- M^{me} COLLIN : Histoire et sociologie, sont-ce deux disciplines distinctes ?

M. MINON : Il y a une différence d'accent.

Dans la société dans laquelle nous nous trouvons, comment les gens se représentent-ils le travail des historiens et des sociologues : voilà la façon dont j'ai envisagé mon exposé.

M. MONJOIE : rappelle les propos de M. Mandroux : le sociologue ne parvient pas à comprendre que la méthode historique soit très lente. Les sociologues font le même travail dans le présent ; donc ils travaillent plus rapidement.

M. LOTHE : Quelle est la place de ces disciplines dans l'enseignement secondaire ?

M. MINON : La formation des étudiants à n'importe quel stade est un problème qui dépasse celui des disciplines. C'est un problème d'ordre psychopédagogique entre les divers spécialistes des Sciences sociales. C'est un problème d'apprentissage.

M. LOTHE : Les nuances sont tellement minces que je ne vois pas comment séparer les deux formations.

M. MINON : Dans quelle mesure est-il possible de répondre à cette question ? Dans le primaire, on supprime l'événementiel, c'est une question d'ordre psychopédagogique. De même dans le secondaire et à l'Université. Il faut définir des objectifs. La formation au relativisme culturel est importante. Il faut se demander ce qui est nécessaire à la société.

M. DEVLEESHOUWER : Sommes-nous convaincus de ce relativisme culturel ? Il y a la sociologie qui étudie les sociétés industrielles et l'ethnologie qui explique que toutes les sociétés sont égales, à cause de leur richesse interne. Est-ce vrai ? Le sociologue procède par tranches, analyse une pseudo-société. Il lui manque la notion d'évolution lointaine.

Le relativisme culturel, noyau du structuralisme, est conforme à l'idéologie de notre société qui fait disparaître le temps. Ce n'est pas vrai que le travail des sociologues et celui des historiens puissent revenir au même. Il y a un fossé entre les deux.

M. MINON : Le problème n'est pas au niveau des réalisations. Les historiens ont été trompés. La sociologie tient les deux bouts : les sociétés archaïques et les sociétés industrielles. Les sociétés intermédiaires sont relativement négligées, laissées aux historiens. Le sociologue élimine les facteurs d'enchaînement, les facteurs de crise. La formation historique dans le secondaire est fondamentale notamment pour l'étude des crises. Il faut se poser la question suivante pour l'enseignement de l'histoire : de quelles connaissances a-t-on besoin pour vivre dans notre société ?